



# Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 120 - Septembre/Octobre 2003

## Paix UNE NOUVELLE PERCÉE L'ESPOIR RENAÎT

Les pourparlers de paix ont connu leur première percée depuis juillet 2002 avec l'accord qui vient d'être signé concernant les problèmes de sécurité. C'était l'un des cinq points restant à régler dans les pourparlers de paix, les autres étant le statut de la capitale, le partage du pouvoir, celui des richesses et le sort des régions disputées au Nord.

Après le refus de Khartoum d'entériner l'arbitrage de l'IGAD qui avait fait suite à ses tentatives de médiations, les atermoiements avaient duré de juillet à septembre. Il fut alors décidé que Garang, chef du Mouvement/Armée de Libération du Peuple Soudanais (M/ALPS) et Ali Osman Mohamed Taha, premier vice-président du Soudan, dirigeraient eux-mêmes les pourparlers. Ce choix a surpris car Garang semble au moins vouloir le poste de Taha et Taha, de son côté, a la réputation d'être un tenant de la ligne dure. Le but de Béchir aurait été de l'impliquer dans le processus de paix pour qu'il tienne à honneur d'y réussir. Le succès vint si rapidement que Khartoum lui dépêcha précipitamment le ministre de la défense pour vérifier les détails de l'accord.

Pendant la période intérimaire précédant le référendum d'autodétermination, les Forces Armées Soudanaises et l'Armée de Libération du Peuple du Soudan (ALPS) seront séparées et traitées également. L'armée soudanaise se retirera du Sud dans les deux ans et demi suivant la signature de l'accord de paix et sera redéployée sous surveillance internationale au nord de la frontière Nord/Sud du 1/1/1956, abandonnant non seulement Juba, Wau et Malakal, mais surtout les champs pétroliers. L'ALPS se retirera au sud de ladite frontière sous surveillance internationale, abandonnant les Monts Nouba, le Nil Bleu Sud et la région d'Abeyi, dès que les « Unités Jointes Intégrées » seront mises en oeuvre. Les deux forces seront réduites proportionnellement « en temps utile ». Le MLPS s'engage à absorber dans les institutions du Sud-Soudan tant les soldats des Forces Armées Soudanaises originaires de la région, que les démobilisés de l'ALPS. Des programmes seront mis au point avec l'assistance de la communauté internationale au bénéfice de ceux qui seront démobilisés, soldats des Forces Armées Soudanaises originaires du Nord, et de l'ALPS. La grande nouveauté est la formation d'Unités Jointes Intégrées, « symbole de l'unité nationale ». Elles consisteront en un nombre égal de membres de l'ALPS et des Forces Armées Soudanaises et compteront plus de 40 000 hommes. (L'armée gouvernementale au Sud compterait 50 000 hommes). Elles seront déployées au Sud-Soudan, à Khartoum, pour protéger les hommes du MLPS, et dans le Soudan Est, sur les bords de la Mer Rouge actuellement occupés par l'ALPS, dans les Monts Nouba, le Nil Bleu Sud mais pas à Abeyi, où, selon le bruit qui court il y aurait un référendum. Ces unités relèveront de la présidence, et auront deux chefs d'Etat-Major qui prendront les décisions « par consensus ». Les différentes milices sont supprimées, certains membres pourront rejoindre les forces organisées d'une des deux Parties (armée, police, prisons..), tandis que les autres seront intégrés comme fonctionnaires ou encore dans les institutions de la société civile.

Il est précisé que si le référendum est en faveur de l'unité, les deux armées feront entièrement partie des Unités Jointes Intégrées; dans le cas contraire les Forces Armées Soudanaises et l'ALPS reprendront leurs hommes. Cela allait sans dire, cela va mieux en le disant.

Cet accord sera souvent difficile à mettre en oeuvre, on songe au consensus nécessaire entre les deux chefs d'Etat-Major des Forces Jointes et à l'insertion des Sudistes membres de l'armée gouvernementale dans les institutions du Sud-Soudan.

Cet accord n'est pas complet. Il n'est dit, ni qui exécutera le

(suite page 5)

## Un Soudanais créé Cardinal

*Mgr Gabriel Zubeir Wako, archevêque de Khartoum, sera créé cardinal le 21 octobre. C'est un honneur pour lui dont Vigilance Soudan le félicite.*

*C'est la première fois qu'un archevêque soudanais est nommé Cardinal.*

*C'est aussi un grand honneur pour le Soudan.*

*Né en 1941, il fut ordonné prêtre en 1963 à Wau, ordonné évêque en 1975 et nommé à Wau. Evêque coadjuteur de Khartoum en 1979, il remplace en 1981 Mgr Baroni. Il est consultant de la Congrégation pour l'Evangelisation des peuples et membre du Conseil Pontifical pour le dialogue inter-religieux. Musicien, il a composé de nombreux chants et messes.*

## S O M M A I R E

Un Soudanais créé cardinal p. 1

### Paix

- Une nouvelle percée *Bételgeuse* p. 1
- Balbutiements et Humeurs de l'Eté p. 6
- L'arbitrage rejeté par le gouvernement p. 6

### Droits de l'homme

- Qui Commande ? Béchir ou les Forces de Sécurité ? p. 2
- Nord p. 3
- Sud p. 4
- Pétrole et droits de l'homme
  - La Plate-forme autrichienne *Philipp-Stephan Schneider*
  - Le Haut Nil Est *Eric Reeves*
- Femmes du Sud *IRIN* p. 4

Darfour p. 7

Terrorisme p. 8

Pétrole et Economie p. 8

Politique française p. 8

Brèves p. 8

## QUI COMMANDE ?

### Béchir ou les Forces de Sécurité ?

Dans un discours, le 11 août, le Président de la République Béchir s'est engagé :

- à supprimer la censure sur la presse, la mettant sous la responsabilité du Conseil National de la Presse (non des organes de Sécurité) « *chacun peut s'exprimer dans les journaux et même à la télévision gouvernementale* »,

- à supprimer l'Etat d'urgence dès la paix,
- à supprimer l'interdiction de voyager pour les hommes politiques de l'opposition,

- à envisager de relâcher les prisonniers politiques, « *Il n'est pas de détention éternelle* ». Il a fait appel à Mohamed Ibrahim Nugud, chef du parti communiste qui se cache depuis 13 ans de peur d'être arrêté. « *Je ne sais pas où vous le cachez mais s'il réapparaît aujourd'hui, il ne sera pas arrêté et personne ne lui posera de questions* ». Trente-deux détenus politiques ont été relâchés. Béchir a pu prendre cette décision pour élargir le soutien aux pourparlers de paix (Reuter 05 08) ou le soutien à sa raideur dans ces mêmes pourparlers. Le Comité des Droits de l'homme gouvernemental s'est enhardi jusqu'à demander la libération de Tourabi.

- « *à développer des propositions constructives qui puissent rapprocher les points de vue du gouvernement et du mouvement rebelle pour répondre aux points en suspens* ». **Rien de tout cela n'a plu aux services de Sécurité qui sont bien décidés à n'en pas tenir compte.**

**Béchir dit aussi sa satisfaction que tous les Soudanais aussi bien ceux qui soutiennent son gouvernement que ceux de l'opposition soient unis dans leur antagonisme au projet de paix du général Sumbeywo.** Cette dernière déclaration était-elle le but de l'opération de charme? Elle semble inexacte. Les partis d'opposition ont au contraire demandé à Béchir de ne pas se retirer du processus pour des « *intérêts partisans étroits* » et d'accepter la déclaration de Khartoum où ces mêmes partis demandaient un statut laïque pour Khartoum, la fin du règne d'un seul parti, l'élargissement des prisonniers politiques et l'établissement d'un gouvernement transitoire qui superviserait des élections générales.

Les déclarations de Béchir font suite à un appel aux partis de l'opposition de « *se montrer* » ; elles ont eu lieu en présence de membres de l'UMMA, du DUP, du PC, du Congrès Populaire, le parti de Tourabi et du Congrès National le parti au pouvoir (AFP 10 08).

*L'essentiel serait l'abolition de la loi sur la sécurité nationale pour en finir avec le harcèlement, les arrestations et les détentions arbitraires.*

Jusqu'à présent, tout étranger voulant sortir de la région de Khartoum, ou de la région où il a son travail, devait demander un permis aux services de Sécurité et/ou aux renseignements militaires. Le ministre des Affaires Etrangères a déclaré que ces permis seraient supprimés « *pour permettre aux agences d'aide de se rendre plus facilement dans les régions atteintes par la sécheresse, les inondations et la guerre* ». Les autorités avaient ajourné plusieurs visites diplomatiques dans les 3 régions contestées du Nord.

#### Qu'en est-il de ces promesses dans les faits?

Le journal de langue anglaise *Khartoum Monitor* avait recommencé à paraître après une interdiction de deux mois et une amende de \$416 pour un article sur l'alcool en islam. Dès le surlendemain, le journal, principalement dirigé par des Soudanais du Sud, vit par décision de la cour des crimes contre l'Etat, sa licence retirée et tant le journal que chacun des deux éditeurs eurent \$208

d'amende. Ils ont fait appel. La décision de justice, fut causée par la publication en 2001 (sic) de l'interview d'un ancien ministre d'un Etat fédéré sur l'esclavage au Soudan où il disait qu'il y avait des marchés au Nord Bahr-el-Ghazal où des Dinkas étaient vendus comme du bétail par les Arabes. Or le gouvernement a dit et répété que l'esclavage n'existait pas au Soudan. Human Rights Watch a demandé au gouvernement de rendre sa licence au *Khartoum Monitor* et d'enquêter sur les accusations de son rédacteur Nhial Bol, selon lesquelles un véhicule se serait jeté sur le sien dans le but de le tuer, cet attentat étant patronné par le gouvernement (Reuter/ DPA 12 07, Human Rights Watch 01 08). Depuis la cour d'Appel avait annulé le verdict et le Conseil National de la presse l'avait autorisé à travailler. Mais peu après le discours de Béchir, le procureur en charge des Crimes contre l'Etat, Mohammed Farid Hassan, a interdit la réparation du journal au titre de l'article 130 du code de procédure pénale « *jusqu'à ce que l'enquête soit terminée* » (Reporters sans Frontières).

Mi-août, après les discours de Béchir, le quotidien *Alwan* était suspendu après que les forces de Sécurité l'aient accusé d'incitation à la sédition. Il s'agissait d'une interview de Tourabi. La suspension devait être maintenue jusqu'à la fin de l'enquête. « *Un officiel judiciaire* » ayant annulé cet ordre, le journal reparut 2 jours, puis le même procureur en charge des crimes contre l'Etat, Mohammed Farid Hassan qui avait ordonné la suspension, déclara que le journal serait fermé jusqu'à la fin de l'enquête par la Sécurité (AFP 03 09, Reporters sans Frontières 05 09, AP 15 09, AFP 26 09). L'ambassade des Etats-Unis critiqua le gouvernement de ne pas avoir supprimé les restrictions à la liberté de presse après s'être engagé à le faire (AP 15 09).

Quant à l'autorisation de voyager des étrangers, moins importante, elle fut repoussée d'un mois et les zones de combat en furent exclues.

*Il est à penser que la Sécurité n'en fait qu'à sa tête, ce qui est extrêmement dangereux.*

\*\*\*

**Les Etats-Unis:** Southwick, un officiel du Département d'Etat a déclaré à Khartoum que le Soudan devait améliorer sa transformation démocratique et son respect des droits de l'homme pour que les Etats-Unis normalisent leurs relations avec lui (DPA 11 08). Le gouvernement a nié qu'il y ait des persécutions religieuses (AFP 11 08). Le « *Statut Protégé Temporaire* » qui accordent aux ressortissants d'un pays d'habiter aux Etats-Unis a été étendu au Soudan « *qui est en guerre* » (AFP 03 09).

**Le PAM** et le gouvernement débiteront début septembre un programme pour fournir de la nourriture dans les régions tenues par le gouvernement, notamment au Darfour, à Kassala, inondée, et à Bentiu en zone pétrolière.

**La Libye** a « *pardonné* » à 263 prisonniers soudanais et en a rapatrié par avion, sans dire de quoi on leur avait pardonné. C'était à l'occasion du 34ème anniversaire de la révolution libyenne. La Libye sert de lieu de passage aux Soudanais qui veulent se rendre en Europe (AFP 01 09).

## NORD

**L'université de Juba** (Juba est une ville du Sud, mais le siège de l'université est à Khartoum depuis 20 ans) a été fermée indéfiniment après une émeute. La police a arrêté 62 étudiants, 15 étaient « légèrement blessés ». Il s'agissait pour les étudiants appartenant à l'Alliance Nationale Démocratique (opposition) et les étudiants sudistes d'un problème d'élections au syndicat étudiant (AFP 02 08). *Ces élections ont été suspendues depuis que la masse des étudiants vote contre le gouvernement.*

Trois des étudiants détenus sont au secret dans un lieu inconnu aux mains de la Sécurité, ce sont Hamdi Sebit, Michael Kustober et Mohammed Ibrahim, on craint pour leur sécurité. La plupart des autres étudiants ont été libérés sous caution. Quant aux blessés, qui sont au moins 20, la police les avaient frappés avec des objets métalliques, ils ont été transférés à l'hôpital de Khartoum (Amnesty International 01 08).

Selon la police, 20 autres étudiants de l'université du Soudan ont été arrêtés après avoir mis le feu à l'université. Ils auraient demandé que leur diplôme soit surclassé (AFP 03 08). Ils ont été relâchés après s'être engagés à se bien conduire (AP 05 08).

*On en déduira qu'on est pardonné quand on met le feu, mais pas quand on fait de la politique.*

**L'Eglise Episcopaliennne**, la seconde Eglise chrétienne du Soudan après l'Eglise Catholique avec 2 millions et demi de fidèles, s'est plainte que la **Sécurité** détienne un de ses **prêtres**, directeur d'une école de l'Eglise à Khartoum, a dit redouter que « ses droits de l'homme » soient violés [ *qu'il soit torturé* ] et a fait appel au gouvernement pour assurer que le personnel et les propriétés de l'Eglise soient protégés et respectés (DPA 14 09).

Environ 90% de la population **féminine** du Nord Soudan subit des **mutilations génitales**. Le gouvernement a pris la décision **d'interdire la pratique** en général et en particulier au corps médical d'y procéder. Il reconnaît qu'il lui faudrait l'appui des autorités religieuses, du corps médical, et des médias pour obtenir un résultat. Une *fatwa* l'an dernier avait dit qu'il n'y avait aucun lien entre cette pratique et l'islam, mais elle fut sans effet (AFP 24.08 et IRIN 03 09).

Ces mutilations revêtent plusieurs formes, l'enlèvement plus ou moins important du clitoris, ce qui est une excision simple, ou l'infibulation, à ce même enlèvement s'ajoute la couture des grosses lèvres, ne laissant qu'une petite ouverture pour les humeurs et rendant la défloration extrêmement pénible. A la campagne, cette couture se fait avec des épines. La mutilation est généralement pratiquée sur les petites filles de 7 à 11 ans et peut provoquer des saignements internes, une rétention d'urine et des infections conduisant à la stérilité. Ces pratiques sont censées protéger « l'honneur » des pères ce qui est faux : l'infibulation permet au contraire d'avoir des amants avant son mariage : l'essentiel alors étant de trouver une sage-femme discrète pour tout recoudre trois semaines avant la consommation du mariage.

La Mission de Commission de Surveillance/ Mission de Commission Militaire surveillant le **cessez-le feu aux Monts Nouba** a suspendu ses patrouilles et inspections aériennes dans la zone de Julud, à la suite de tensions montantes entre les deux parties et se contentera d'un bureau de liaison avec l'ALPS. [ *C'est plutôt surprenant, on s'attendrait à ce qu'une Commission de Surveillance intensifie ses activités quand la tension s'accroît* ]. Les tensions ont monté quand l'ALPS a arrêté 8 personnes entrées aux Monts Nouba sans le lui signaler : il s'agit, selon la presse de Khartoum de travailleurs humanitaires.

Une partie du comté d'**Abyei**, sis dans le Nord mais où la population est Dinka (sudiste), est contrôlée par l'ALPS. L'ONG irlandaise *Goal* s'y est rendue. Il n'y a pas de services de santé pour 32000 personnes. Les leaders des communautés avaient établi il y a trois ans des « postes de santé d'urgence », mais comme il n'y avait ni médicaments ni argent pour payer les salaires, [ *faute d'ONG étrangères vraisemblablement* ], ces postes n'ont pas duré. Environ 60% des gens s'adressent aux médecins traditionnels, les maîtres de la lance, qui pratiquent la sorcellerie. Les autres vont à l'hôpital d'Abyei, ville tenue par le gouvernement, ou se rendent dans les centres de santé du comté Twic. Les malades doivent être souvent portés sur des brancards sur de longues distances. Le paludisme, les maladies diarrhéiques, les infections respiratoires, la malnutrition et la rougeole sont les principales causes de mortalité. Deux-tiers des gens n'ont pas de couverture et dorment près de feux. Ils s'exposent ainsi aux moustiques et par conséquent au paludisme quand le feu s'éteint pendant la nuit- la fumée chasse les moustiques. En dépit d'une bonne récolte de sorgho, près d'un quart des enfants examinés souffrent de malnutrition due au manque de protéines quand s'achève l'allaitement au sein. Il n'y a pas d'immunisation contre la poliomyélite. Lors de la dernière poussée de la maladie, les seuls enfants à avoir survécu dans un camp, 8 sur 116, revenaient du Nord-Soudan où l'UNICEF avait fait une campagne de vaccinations. Malgré le cessez-le feu, des milliers de Dinka sont toujours déplacés, 70 000 sont dans des camps en zone gouvernementale et 50 000 dispersés dans le Bahr-el-Ghazal. Une ONG locale estime que 1300 maisonnettes sont retournées cette année, on attend 750 personnes dans les semaines à venir. Une conférence régionale groupant plus de 700 participants à Agok dans le comté d'Abyei début juin, avait exprimé son indignation pour les conditions sous-humaines dans lesquelles vivent les personnes déplacées du comté (IRIN 10 07). Le statut d'Abyei est un des problèmes des négociations de paix. Le M/ALPS insiste sur le droit d'Abyei à tenir un référendum avant le référendum du Sud pour dire s'ils veulent appartenir au Sud ou au Nord, tandis que le gouvernement maintient qu'Abyei est une question locale sur laquelle le M/ALPS n'a pas à négocier.

**L'alcool à Khartoum n'est plus totalement interdit** depuis un certain temps.

- Aux réceptions des ambassades non arabes on en offre au buffet, et non plus comme à une certaine époque à un petit buffet masqué, séparé. L'alcool est reçu par la valise diplomatique.

- On en offre aussi dans d'autres réceptions élégantes, le whisky venant apparemment des ambassades.

- On trouve de la bière à l'hôtel coréen, mais pas dans les autres hôtels et restaurants.

- Les Sudistes ont le droit de brasser de la bière pour les enterrements.

- Des policiers se rendent dans des endroits où ils savent que les femmes font de l'alcool, le plus souvent quand ils ont besoin d'argent. Soit la contrevenante paie un *bakchich*, soit elle est flagellée et mise en prison.

Ce n'est donc pas systématique.

ON LIRA AUSSI L'ARTICLE DARFOUR

## SUD

### Pétrole et droits de l'homme

#### La plate-forme autrichienne d'ECOS

*Philipp-Stephan Schneider*

La plate-forme autrichienne d'ECOS [groupe de 80 associations européennes dont VS fait partie] souligne qu'après la vente de sa participation à l'industrie pétrolière au Soudan, **OMV\*** a déclaré « nous avons eu un bon prix », environ \$ 70 millions. Or OMV a toujours déclaré agir avec un code de conduite tenant compte de « sa responsabilité sociale ». La Plate-forme autrichienne demande à OMV de dépenser une partie du profit (\$ 17 millions?) pour indemniser les Soudanais déplacés. Cela pourrait être fait soit en donnant un fonds spécial au PAM, soit en aidant les déplacés de la guerre juste après l'accord de paix. Les organisations membres d'ECOS-Autriche croient fermement qu'il ne suffit pas qu'OMV ait annoncé avoir donné une aide humanitaire pendant son temps d'exploitation. Tant que ces projets ne correspondent pas aux standards autrichiens de la coopération et n'ont pas été vérifiés par un organisme indépendant, on peut au moins douter qu'ils aient réellement bénéficié aux personnes déplacées.

\* OMV est le 3<sup>ème</sup> pétrolier occidental en un an à vendre ses parts à une société étatique asiatique après les critiques des associations de Droits de l'Homme.

#### Le Haut-Nil Est

*Eric Reeves\**

De nouveaux développements inquiétants dans le Haut-Nil Est continuent à suggérer que les impératifs militaires du développement pétrolier ont déjà produit des mouvements nouveaux et potentiellement très destructifs. La société pétrolière Petrodar qui est surtout chinoise, est basée à Adar Yel, Haut-Nil Est, site de la garnison la plus puissante et la plus active dans cette partie du Sud-Soudan. Les rapports continuent à être sommaires, mais une image puissante émerge quand on considère les facteurs géographiques qui gouvernent le futur développement pétrolier. Bien qu'il n'y ait qu'une présence humanitaire relativement faible dans le Haut-Nil Est, les rapports continuent à suinter de toute une série de sources, par des personnes qui ont récemment voyagé dans la région et par des communications directes avec ses habitants.

Le contexte géographique est des plus importants, en voici un résumé :

1. Le champ pétrolifère d'Adar Yel comprend le Block 3 de la concession ; il est dominé par Pédrodar.
2. Adar Yel se situe à 60 *miles* au nord/nord/est de Longochok et à 30 *miles* ouest/sud/ouest de Mabaan, deux régions qui ont vu des combats récents significatifs.
3. Adar Yel est la base militaire de Khartoum la plus importante, d'où ont été lancées les offensives militaires majeures au cours des dernières années.
4. Des routes surélevées sont essentielles pour les opérations pétrolières. Une de ces routes va de Adar Yel par Golgook (la principale base des milices pro-Khartoum dans le Haut-Nil Est) jusqu'à Longochok, maintenant sous contrôle militaire de Khartoum. Une autre va de Adar Yel dans les régions de Mabaan et Boin, c'est là qu'un massacre de civils a été rapporté en avril 2002. Une troisième route va à Mélut et sert à transporter les

10 000 barils/ jour produits. A Mélut le pétrole est chargé sur des barges.

5. Ayant atteint Longochok, où ils ont creusé 3 puits en février avril 2003 dont l'un est productif, les Chinois voudront vraisemblablement étendre leur route de 45 *miles* plus au sud par Mading pour atteindre Gueng où Chevron avait creusé des puits avec succès en 1984. Or Mading a été repris par l'ALPS sur une milice pro-gouvernementale en juin. Le recouvrer causera des destructions et des déplacements de civils.

6. Des rapports arrivent de Daga Post à 40 *miles* à l'est de Longochok, fort proche de la frontière éthiopienne et sous contrôle ALPS, selon lesquels un flot continu de personnes déplacées arrivent de Mading, Longochok et de beaucoup de villages le long de la route en projet vers Gueng. Si les villageois s'enfuient de Mading, cela laisse à penser que soit les forces gouvernementales ont repris cette ville soit qu'elles s'apprêtent à le faire. Les civils fuyant avant d'être attaqués. Le contrôle ALPS empêche la construction de la route et l'exploitation des anciens puits Chevron. Il s'agit donc certainement d'une cible militaire de première importance.

Un autre rapport indique que la milice pro-gouvernementale du commandant Chaiyot, a attaqué Udeir à 25 *miles* au nord-est. Cette attaque aurait été apparemment repoussée par l'ALPS, mais elle implique que Khartoum aurait armé ces forces et leur aurait fourni un soutien logistique suffisant pour attaquer si loin de leurs bases.

La situation a été insuffisamment étudiée. Elle appelle à une action énergique du *Civilian Protection Monitoring Team* et du *Verification and Monitoring Team*. Il est malheureux qu'aucune de ces équipes ne puisse effectuer de telles enquêtes. Le *Civilian Protection Monitoring Team* n'a fourni que deux rapports sur le Haut Nil Est, pleins d'omissions, d'erreurs et d'absence d'enquête ; le premier ne mentionnait pas du tout la recherche pétrolière, le second représentait Pédrodar comme une société bienveillante, une source sûre de renseignements. Or à propos du Haut-Nil Ouest, Amnesty International avait écrit que « les travailleurs chinois étaient armés et semblaient prêts à utiliser leurs armes ». Le *Civilian Team* s'excusait par contre d'avoir fait appel une fois à un interprète ALPS sans dire qui étaient ses interprètes habituels. Cette équipe a au moins un champion enthousiaste, l'ambassade du Soudan à Washington qui a fait des communiqués de presse célébrant ses recherches.

Le *Verification and Monitoring Team* n'est pas déployé de façon significative, il a vu des changements non expliqués dans sa direction, subirait des dissensions internes et n'a produit aucun rapport utile concernant les situations spécifiées dans son mandat. Comme les quatre dernières années l'ont montré dans le Haut-Nil Ouest, le pétrole et la guerre sont liés de manière inextricable. C'est la conclusion de tous les rapports qu'ils viennent d'ONG, d'organisations de Droits Civils ou de groupes de réflexion. Il n'est donc pas exagéré de penser que l'effondrement imminent du processus de paix et l'accélération du développement pétrolier chinois sont intimement liés.

\* *Eric Reeves est professeur à Smith College, Etats-Unis, et se consacre au Soudan. Ce texte est antérieur aux dernières percées du processus de paix.*

(suite page 5)

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

**Selon l'UNICEF**, les taux moyens de **malnutrition** ont augmenté depuis 2001 dans le Bahr -el-Ghazal et le Haut-Nil, atteignant 20%. Ce pourcentage s'applique aux enfants de moins de 5 ans qui sont en-dessous de 80% du poids moyen. Tandis qu'il y a une réponse coordonnée à la situation dans le Bahr el Ghazal, il n'y a pas de programme de nourriture dans beaucoup d'endroits du **Haut-Nil**.

C'est principalement dû à l'**insécurité générale et à l'activité des milices en liaison avec le pétrole** qui obligent les Nations-Unies à envoyer l'aide par avion ce qui est beaucoup trop cher compte-tenu des donations actuelles.

Maxime Clayton, d'Action Contre la faim qui s'est rendue maintes fois dans le Haut-Nil, insiste sur la nécessité de fournir non seulement de la nourriture mais aussi de l'eau propre et des soins de santé pour prévenir plus de malnutrition (IRIN 02 09).

80% des cas d'infection par le **ver de guinée** dans le monde se trouvent au Sud-Soudan (AFP 19 09). A l'hôpital de Lui, Ecuatoria occidentale, le médecin de Samaritan's Purse, une ONG chrétienne, a décelé **une nouvelle maladie** atteignant les enfants, inconnue jusqu'alors en-dehors de ces lieux où environ 300 enfants en souffrent. C'est un désordre neurologique dont le premier symptôme est que le patient lance la tête en avant et en arrière. Les enfants n'ont pas d'appétit, s'arrêtent de grandir et leur cerveau cesse de se développer, laissant les victimes mentalement retardées. Les autres familles les évitent. Ils peuvent tomber. La maladie finit par tuer. Des experts sont venus dont ceux de l'OMS ; ils ne connaissent ni la maladie, ni son traitement. On a découvert que la maladie arrive quand les enfants sont nourris de haricots et d'amidon. Autre théorie : ils auraient mangé quelque chose de mauvais, soit une plante vénéneuse, soit de la nourriture d'aide en dépassement de date, soit de la viande de singe. La maladie pourrait aussi être associée à la cécité des rivières, fréquente à Lui (New-York Times 22 09).

Le secrétaire général de l'Union des **Commerçants du Nord au Sud**, Siddiq Mohammed Korak, est venu à Khartoum se plaindre des effets néfastes du processus de paix. « Des personnes affiliées au M/ALPS ont confisqué les magasins, fermes et maisons de quelques commerçants du Nord et les ont attribués à des Sudistes ». Ces personnes auraient tué quiconque n'obéissait pas à leurs ordres. Il refusa de donner des chiffres disant que les intéressés parleraient pour eux-mêmes. De même source le nombre de gens du Nord au Sud est d'environ 1 million dont mille seraient commerçants... qui ont de vastes investissements dans des plantations de thé et de café. [Le chiffre de 1 million nous paraît

*fabuleusement élevé. Au début de la guerre les gens du Nord quittèrent le Sud en nombre. Depuis, le gouvernement soudanais a donné des terres en bail emphytéotique particulièrement au Nord Bahr el Ghazal, vraisemblablement à des gens du Nord. Qui sont leurs ouvriers agricoles? D'autre part, les Baggara, tribu nomade du Nord, pâturent de plus en plus le Nord Bahr el Ghazal, mais ils n'ont ni magasins, ni fermes, ni maisons. Plusieurs sources indiquent que le nettoyage ethnique en zone pétrolière fut accompagné de la venue de Baggara, mais là il s'agit de gens qui ne sont plus en zone ALPS. Nous ne serions pas surpris que quelques membres de l'ALPS aient confisqué des biens appartenant à des gens du Nord. Ce serait un prêt pour un rendu. D'autre part, des Sudistes redoutent sûrement qu'au moment du référendum d'autodétermination il n'y ait des gens du Nord au Sud qui votent, et essaient de les faire retourner au Nord. Ce qui nous surprend, connaissant la nature humaine et l'état de non-droit régnant au Sud, c'est que les Sudistes en zone ALPS ne se soient pas appropriés les biens des gens du Nord auparavant]. Ces commerçants veulent récupérer leurs biens; ils ont fait appel à l'IGAD et à l'ambassade des Etats-Unis.*

**Les Etats-Unis** financent une nouvelle station d'ondes courtes destinée aux sud-Soudanais pour parer à leur méconnaissance du processus de paix. Elle fournira aussi des informations sur la nutrition, l'agriculture, les droits civiques et la culture. Les langues utilisées incluront le dinka, le bari, le nouer, le zandé, le shillouk, l'arabe, l'arabe de Juba et l'anglais. Cette station sera située à Nairobi jusqu'à ce que les conditions permettent de l'établir au Soudan. Par transmetteurs anglais, on peut écouter ces émissions en temps universel de 16h à 17h sur 17639 kHz et de 17h à 18h sur 17660 kHz (Radio Néerlandaise 11 08).

L'UNHCR avait transporté en 2002 des **réfugiés soudanais en Ouganda** à Kiryandongo sis plus au sud, après que leur camp au nord ait été attaqué par l'Armée de Résistance du Seigneur (ARS), laissant 100 tués. La police ougandaise vient de les **retransporter de force** plus au nord, malgré leur résistance due à la  **Crainte de l'ARS** qui enlève des jeunes pour servir de soldats, de porteurs ou de concubines. La police a tiré sur les réfugiés récalcitrants et interdit l'accès du camp à l'UNHCR alors que d'après les conventions internationales cette agence a un droit d'accès illimité aux camps. L'UNHCR a protesté. L'Ouganda a répondu que là où on avait emmené les réfugiés, il n'y avait pas de ARS. [Pour l'instant] ( AP 02 09). L'UNHCR a été autorisée à entrer dans le camp le 11 septembre ( US News Services).

(suite de la p. 1 : UNE NOUVELLE PERCÉE)

démantèlement des milices, ni si les miliciens pro-gouvernementaux sudistes devront lors de leur démobilisation être réinsérés au Nord ou au Sud, ni si l'ALPS sera à la charge du gouvernement central, ni quand les deux armées devront réduire leurs forces. Les détails d'un cessez-le feu définitif sont laissés à plus tard, de même que ceux de l'organisation des Unités jointes. La question fort importante des terrifiantes forces de Sécurité du gouvernement central sera traitée avec le partage du pouvoir.

Cette convention conclue quasiment sans intervention des médiateurs de l'IGAD, a demandé beaucoup d'imagination: le gouvernement soudanais tenait à une seule armée tandis

que l'ALPS voulait perdurer pour assurer la tenue du référendum. L'on ne peut que se féliciter du résultat.

Le président Béchir a apparemment lâché du lest. Est-ce dû à l'appel téléphonique de Colin Powell le pressant de faire la paix ? Ou au conseil de Talleyrand : « *Le but de la diplomatie n'est pas d'avoir raison de l'adversaire, c'est d'éviter de l'humilier* » ? Ou encore à la situation au Darfour ? Là les rebelles exigent un gros effort de développement qui ne sera possible que lorsque la paix apportera ses dividendes.

Les pourparlers entre Taha et Garang reprendront mi-octobre.

Bételgeuse

## L'ARBITRAGE REJETÉ PAR LE GOUVERNEMENT

Résumé

### Première partie : Partage du pouvoir :

Exercice collégial de la prise de décision à l'intérieur de la **Présidence**. Le Président, chef des Forces Armées, sera l'actuel Président. Il sera élu lors d'élections nationales. Le vice-Président sera le Président du MLPS et commandant en chef des SPLAF (futurs ex ALPS). Il sera élu comme Président du gouvernement du Sud-Soudan. Le président prendra avec l'accord du vice-président les décisions suivantes : déclaration et fin des Etats d'urgence et Etat de défense nationale ; un certain nombre de nominations y compris aux cours de justice, au conseil des ministres et aux commissions nationales ; la convocation l'ajournement ou la prorogation de la représentation nationale. Le vice-Président ne remplira pas le poste de président en cas de vacance du pouvoir.

**Siège du gouvernement et de la représentation nationale** : Un district de Khartoum dans lequel le gouvernement et la représentation nationale seront situés, ne fera partie d'aucun Etat fédéré et sera l'objet de lois particulières reflétant la diversité culturelle du Soudan à être édictées par l'Assemblée Nationale qui administrera ce district. *[Il n'est donc pas déclaré explicitement que ce district sera laïc, mais c'est le sens du texte].*

**Pourcentages** : Un recensement aura lieu avant les élections. En attendant, une commission pour la fonction publique sera instituée. Pas moins de 20% des postes de niveaux supérieur et moyen seront attribués aux gens du Sud. Le but après 5 ans étant d'atteindre 25 à 35% des postes.

Des facilités d'éducation seront données aux gens du Sud qui ont été affectés par la guerre pour leur permettre d'accéder à ces postes.

En attendant les élections, l'Assemblée Nationale sera constituée de 66,6% de personnes originaires du Nord et de 33,3% originaires du Sud. Des 66% du Nord, 51% viendront de l'assemblée présente et 15,6% de forces ou partis jusque là non représentés. Des 33,3% de membres originaires du Sud, 26 % seront nommés par le M/ALPS et 7,3% viendront d'autres partis ou de personnes ayant déjà un siège à l'assemblée.

En attendant les élections, le Conseil des Etats sera composé de 2 représentants par Etat. Il y a 16 Etats dans le Nord et 10 dans le Sud.

Une majorité de 75% des deux chambres est nécessaire pour amender l'accord de paix, une majorité de 66,6% est nécessaire pour une législation affectant les intérêts des Etats et une majorité simple pour tout autre législation. Dans les ministères, les portefeuilles à la fois pour les ministres et les ministres adjoints seront de 25% au M/ALPS, de 50% au Congrès National et de 50% (sic) aux représentants d'autres partis.

Pour les gouverneurs, en attendant les élections, la représentation nationale proposera des noms parmi lesquels la Présidence choisira. La préférence du Président sera choisie pour les gouverneurs du Nord et celle du Vice-Président pour les gouverneurs du Sud.

**Inclusion** : Les structures des Etats du Nord et du Sud ainsi que celles du gouvernement national incluront des partis et des forces autres que les Parties à l'accord.

**Une Commission de Frontières Nationale** soumettra à la représentation nationale les frontières internes à être mises en conformité avec ce qui existait le 1.1.56.

**Amnistie** : Il sera donné compensation à ceux qui ont souffert des pertes dues au conflit.

### Seconde partie : Le partage des richesses

La politique macro-économique sera la responsabilité du gouvernement national qui transférera des fonds au gouvernement du Sud-Soudan. Le Sud-Soudan devra être amené au même niveau socio-économique que le Nord-Soudan. On agira avec transparence. Le gouvernement national ne retiendra pas les sommes dues au Sud-Soudan. La Cour Constitutionnelles sera compétente en cas de désaccord.

Quant à la propriété de la terre, la loi est basée entre autres sur les lois coutumières locales. Les personnes ayant des droits sur les terres ont des droits sur les ressources souterraines de même que les Etats où elles se trouvent.

Quarante-huit pour cent de ces ressources seront payés au gouvernement du Sud-Soudan, le reste au gouvernement du Soudan.

Le gouvernement garantit un transfert de 35 billions de dinars soudanais par an au gouvernement du Sud-Soudan. La banque centrale du Soudan formulera et mettra en oeuvre la politique du pays ; elle établira la banque du Sud-Soudan à la tête de laquelle un gouverneur adjoint sera nommé par le gouvernement du Sud-Soudan et désigné par le gouverneur de la banque centrale. Il y aura une seule monnaie. Le gouvernement du Sud-Soudan peut emprunter des fonds à l'étranger.

Deux fondations seront créées pour le développement et la reconstruction, l'une au Sud-Soudan pour ceux du Sud et l'autre central pour le Sud et les parties du Nord les moins développées....

### Troisième partie : Arrangements sécuritaires

Les Forces Armées Soudanaises et le SPLA garderont leurs forces pendant la période intérimaire, financées par le gouvernement national. *[Aucun lieu de stationnement n'est stipulé]*. Les Parties seront responsables des forces paramilitaires. Les deux forces armées devront respecter les droits de l'homme et sont soumises aux mêmes réglementations sous l'autorité d'une Commission de Défense Jointe. Les Parties pourront établir des unités jointes intégrées....

**Autre Projet** : Projet de cadre pour les trois régions (du Nord) en conflit.

**Abyei** aura un référendum avant le référendum du Sud-Soudan pour savoir s'il fait partie du Nord ou du Sud. Pendant la période intérimaire, le gouvernement national lui transférera selon les années, de 1,2 à 1,5 milliards de dinars soudanais pour les dépenses budgétaires et de 0,9 à 1,8 milliards de dinars pour la reconstruction et le développement.

**Les Monts Nuba** auront leur propre assemblée et un conseil des ministres responsable devant elle ainsi que les administrations appropriées. Le gouvernement national leur transférera selon les années de 4,5 à 5,7 milliards de dinars pour les dépenses budgétaires et de 3,3 à 7,3 milliards de dinars pour la reconstruction et le développement.

**L'Etat du Nil Bleu** aura sa propre assemblée et un conseil des ministres. Le gouvernement lui transférera selon les années de 3,5 à 4,4 milliards de dinars pour ses dépenses budgétaires et de 0,8 à 3 milliards de dinars pour la reconstruction et le développement.

## BALBUTIEMENTS ET HUMEURS DE L'ÉTÉ

L'IGAD était passé du rôle de médiateur à celui d'arbitre en émettant une proposition de paix globale. Tandis que le M/ALPS déclarait qu'il ne négocierait que sur ce document, la proposition fut refusée grossièrement par le gouvernement soudanais à l'indignation de toutes les organisations sudistes et des Eglises. On s'attendait aux reproches sanglants de la communauté internationale. Rien. Le gouvernement semblait oublier que le conflit prend sa source dans l'injustice et l'oppression et qu'il n'est donc pas réaliste de penser que chaque partie doive faire autant de compromis. Cependant les parties tombaient d'accord pour se retrouver en septembre. S'agissait-il d'une manœuvre tactique ?

En même temps les parties continuaient à se préparer à la guerre. En Equatoria Orientale le gouvernement intensifia ses activités militaires accompagnées de vols de bombardiers Antonov. C'est une sorte de guerre psychologique contre la population qui a été terrifiée par les bombardements. On redouta une offensive à partir de Juba pour reprendre Kaya et Yeï et couper la route d'accès de l'Ouganda vers la rive ouest du Nil ce qui aurait une influence dévastatrice sur l'action humanitaire et l'économie de marché embryonnaire qui se

développe là. D'autre part il sembla qu'il y ait eu des activités militaires en Haut-Nil Est et Khartoum aurait envoyé 8 barges de matériel militaire à Juba. Tout ceci en contravention avec l'addendum au mémorandum d'entente signé avec l'ALPS.

Soudanais du Nord comme du Sud craignent que la paix ne mène pas à la démocratie. C'est un souci pour les Sudistes car il y a beaucoup de partis et de factions en-dehors du M/ALPS qui voudraient être représentés dans un processus démocratique. C'est un plus grand souci pour les Nordistes dont la guerre n'est pas la première préoccupation. Leur problème est qu'ils vivent sous une dictature militaire et plus encore sous des services de Sécurité, l'état d'urgence, et une interprétation fondamentaliste de l'islam qui n'est pas partagée par la majorité des Soudanais musulmans. S'ils doivent soutenir un processus de paix qui demande des concessions majeures au Nord, ils doivent au moins trouver une solution à leurs propres problèmes et être tenus au courant.

Après la signature de l'accord sur la sécurité, Garang a adressé un message au peuple soudanais, promettant que le pouvoir sera partagé, y compris avec les autres forces politiques.

## DARFOUR

*Le Darfour, sis à l'ouest du Soudan, a été témoin de maintes agressions des cultivateurs africains par les éleveurs arabes. Fin février, ces mêmes Africains qui reprochent au gouvernement en particulier l'abandon total de la région au point de vue développement, ont fondé une armée rebelle appelée Armée de Libération du Soudan. Depuis les arrestations sans inculpation par les forces gouvernementales abondent, comme les meurtres, les pillages et incendies de villages, provoquant de très importants déplacements de population. Un cessez-le-feu a été signé le 4 septembre, sous les auspices du gouvernement tchadien.*

**Arrestations sans inculpation** Le Groupe Soudanais des Droits de l'Homme annonce l'arrestation le 2 juillet de 38 hommes de la tribu Malia dans la ville d'Adila ; ils sont tenus au secret et n'ont pas été inculpés. Amnesty International annonce l'arrestation de deux hommes par des soldats gouvernementaux; ils ont été emmenés par hélicoptère dans un lieu inconnu. On craint qu'ils ne soient torturés. Cette organisation annonce aussi l'arrestation de 24 nouvelles personnes influentes de la communauté Four (africaine) à Kass le 12 août par les forces de sécurité et tenues au secret. Elles ont été flagellées et sévèrement battues avec des bâtons. Quatorze détenus furent transférés à la prison de Nyala, où le gouverneur les a autorisés à recevoir leur famille mais pas leur avocat, on les a amenés à l'hôpital puis retournés en prison sans avoir reçu de traitement. Ils sont soupçonnés de soutenir la rébellion mais aucun n'a été inculpé. Les autres risquent toujours la torture. Amnesty International rapporte aussi des allégations d'arrestations de Four et de Zaghawa. L'OMCT annonce aussi une arrestation à Zalingei, 4 à el Fasher et 5 autres à Zalingei.

Après le cessez-le-feu le gouvernement a annoncé avoir libéré 54 personnes soutenant « l'Armée de Libération du Soudan qui étaient détenues en prison (?) » (AFP 06 09).

**Attaques de villages, meurtres, déplacements.** Ils ont été innombrables jusqu'au cessez le feu et ont provoqué la fuite de dizaine de milliers d'habitants, ailleurs dans le Darfour ou au Tchad.

**Cessez-le-feu** Le président soudanais Béchir a rencontré le président tchadien le 10.08 ; ils auraient discuté des méthodes pour réprimer la rébellion (AP 10 08). Le résultat est que *le gouvernement et le ALS ont signé un cessez-le-feu de 45 jours qui permettrait des pourparlers sous la médiation des autorités tchadiennes. Les parties sont tombées d'accord pour contrôler les groupes irréguliers armés sur lesquels est jeté tout le blâme (AFP 04 09).*

L'ALM a accusé Khartoum à maintes reprises d'avoir rompu le cessez-le feu. L'ALM attend que le gouvernement le respecte pour commencer les pourparlers. Le représentant des Nations-Unies à Khartoum demande au gouvernement de désarmer les milices.

### Humanitaire

On évalue de 40 000 à 70 000 le nombre de personnes réfugiées au Tchad. Le gouvernement et l'ALS ont signé un accord pour permettre l'arrivée de l'aide (IRIN 18 09) et les Nations-Unies recherchent \$22,8 millions pour y faire face (IRIN 17 09). En attendant une de leurs équipes composée de quatre personnes vient d'arriver. Sa tâche la plus urgente est d'organiser avec le gouvernement tchadien le regroupement des réfugiés dans quatre camps (AFP 19 09) Les mines anti-personnelles seront enlevées et les armes collectées par le gouvernement étant donné le cessez-le feu ( Mais un cessez-le feu n'est pas un accord de paix !). Le gouvernement cherche à réunir une conférence pour développer la région. On n'indique pas si le M/ALS en fera partie (AFP 21 09).

## TERRORISME

**Camp d'entraînement de terroristes.** Le 30 mai, 18 Saoudis et un Palestinien avaient été arrêtés pour « entraînement militaire non autorisé » dans l'ouest Kordofan (lire VS, mai/juin). Le 28 août, une cour de justice annonçait avoir condamné à un mois (sic) d'emprisonnement et \$ 192 000 d'amende, un Syrien pour avoir formé des Palestiniens et des Saoudis à organiser des attaques contre les forces américaines en Irak. Un Soudanais a écopé de 6 mois de prison, un autre de 5 mois pour avoir aidé le Syrien et fourni des informations permettant de viser des cibles juives en Erythrée. Un Saoudi devrait être expulsé vers son pays. Le communiqué de la cour de justice ne donne le nom d'aucune de ces personnes et l'on n'a aucune nouvelle des autres.

**L'Armée de Résistance du Seigneur (ARS),** rebelle ougandaise qui a massacré et enlevé des milliers de gens. Le Soudan a finalement admis verbalement que quelques officiers soudanais avaient aidé l'ARS et son leader Kony en fournissant de l'armement « pour des profits purement personnels ». Les coupables seront « punis » (AFP 29 07). On attend de voir. Tout en espérant, on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit de plus que quelques officiers. Un déserteur de l'ARS a parlé de missiles anti-tanks reçus par son ancienne organisation. Le porte-parole de l'armée ougandaise a déclaré dans une interview accordée au *Kampala Monitor* que « les généraux soudanais rencontrent l'ARS le 15 de chaque mois et lui donnent des armes le 28 ». Le Soudan a protesté officiellement contre ces allégations ;

une délégation ougandaise se rendra au Soudan à la fin du mois pour mettre les choses au point et Khartoum autorise l'armée ougandaise à poursuivre Kony au Soudan un mois de plus (AFP 28 08, AP 12 09, AP 12 09).

Joseph Kony a traversé la frontière le 25 août avec ses épouses et jusqu'à 600 de ses soldats vers le Sud-Soudan où il a établi des camps (AFP 25 08).

- Quelques **12 000 immigrants** venus de Somalie et d'Éthiopie ont dû **quitter Djibouti** à la suite d'un ultimatum qui leur a été adressé. On pense qu'il s'agit de **crainte d'acte de terrorisme** à l'encontre des 1500 hommes de l'armée américaine basée là. Il y a aussi 2700 soldats français, quelques 800 Allemands et 50 Espagnols. Les forces américaines basées à Djibouti doivent former la 12ème division de l'armée éthiopienne en techniques anti-terroristes. L'opération américaine de contre-terrorisme dans la Corne de l'Afrique, basée à Djibouti, couvre Djibouti, l'Erythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan et le Yémen. La guerre contre le terrorisme est, à l'évidence, un facteur majeur influençant la politique américaine au Soudan.

- **L'ambassade des Etats-Unis** à Khartoum a bloqué la rue Ali Abdellatif pour se protéger. Quelques parlementaires se sont dits prêts à aller devant la cour constitutionnelle pour cette affaire, tandis que des étudiants ont menacé d'émeutes si le blocus continuait. L'ambassade a présenté ses excuses pour les inconvénients.

## PÉTROLE ET ÉCONOMIE

Le rapport d'évaluation du **Fonds Monétaire International** pour 2002, daté du 1er mai et rendu public début septembre est plein de compliments pour le Soudan, notamment pour la paix promise à la mi-2003. La croissance a atteint 5% du Produit Intérieur Brut (5,3% en 2001) tandis que l'inflation s'est élevée à 6,8% (4,9% en 2001). La dépréciation vis à vis du dollar était de 1,4% pendant les 9 premiers mois, et l'augmentation de 1,2% pendant les trois derniers mois. Le taux d'échange effectif s'est déprécié de plus de 6%, étant donné la dépréciation du dollar à l'égard des monnaies principales. Les revenus totaux ont été plus élevés que prévus

à cause de l'augmentation du prix du pétrole. Quelques progrès furent atteints dans le soulagement de la pauvreté. [Là aucun chiffre n'est donné]. Les dépenses militaires s'élèvent à 2,3% du Produit Intérieur Brut. La taxe de 5% sur les importations pour la défense sera éliminée à la mi-année [avec la paix?]. Les engagements à renforcer la transparence du secteur pétrolier sont importants. L'engagement des autorités à la réforme fiscale est un pas significatif.

Le Fonds mentionne l'aide étrangère et les nouveaux prêts possibles avec la paix, et aussi les importantes dépenses que celle-ci entraînera pour la reconstruction et la réhabilitation.

## POLITIQUE FRANÇAISE

À la Chambre de Commerce de Paris un forum économique a rassemblé hommes d'affaires français et soudanais. Ghazzi Suleiman, conseiller de Béchir pour la paix, était présent. Il semble avoir été envoyé là se consoler de ce que son rôle de Monsieur Paix avait été pris inopinément par le premier vice-président.

Le Ministre des Affaires Étrangères, Dominique de Villepin, se rendra au Soudan avant la fin de l'année. Il a indiqué désirer rencontrer Garang à Asmara. Le même Garang est invité à Paris. Il n'a pas encore reçu l'ambassadeur Henri de Coignac que la France voulait voir jouer le rôle d'observateur aux négociations.

## BRÈVES

**Après le crash d'un Boeing 737 de Sudan Airways** au départ de Port-Soudan, le Ministre des Affaires Étrangères avait blâmé les sanctions américaines qui en interdisant de fournir des pièces de rechange avaient entravé l'entretien. Un porte-parole du Département d'État déclarait qu'il n'y avait pas d'embargo pour les équipements nécessaires à la sécurité des avions. Depuis un diplomate américain de l'ambassade à Khartoum a rencontré des officiels de Sudan Airways qui lui ont fait part des difficultés rencontrées pour obtenir des pièces de rechange. Des enquêteurs américains officiels et un représentant de Boeing sont arrivés à Port-Soudan pour aider à l'enquête conduite par un comité soudano-britannique (AP 31 07).

En commémoration du 5ème anniversaire du **bombardement de l'usine Al-Shifa** à Khartoum-Nord par les forces américaines, l'usine fabriquait des armements chimiques selon les Américains, (ce qui est peu probable), et des produits pharmaceutiques selon les Soudanais, le Ministre des Affaires Étrangères a rappelé que la plainte soudanaise contre les Etats-Unis, était toujours pendante au Conseil de Sécurité (TV soudanaise, AFP 17 08).

À la suite de grandes pluies, la rivière temporaire Gash qui vient d'Erythrée, a débordé de ses digues en plein milieu de la belle ville de **Kassala** sise à 450 kilomètres à l'est de Khartoum. À cause de **l'inondation**, la rivière a emporté des barrières érigées en 1988 pour protéger la cité. Neuf personnes ont été tuées, de 300 000 à **340 000 personnes** ont été affectées, que les rez-de-chaussée ait été inondés ce qui est catastrophique pour les maisons bâties en pisé, que des maisons aient été submergées ou même emportées. Au moins **600 constructions** ont été détruites et les deux ponts sont submergés ce qui coupe la ville en deux.

Les eaux s'élevaient à 2,7 mètres, ont envahi le marché central l'université, des bâtiments officiels, la voie ferrée et trois zones résidentielles. L'hôpital a dû être évacué, 90 des 101 écoles de la région ont été détruites. L'alimentation en eau fut endommagée, il n'y eut pas d'électricité et aucun système de communication, y compris les téléphones portables, ne marcha. Seul le terrain d'aviation, sis dans le désert, fonctionna (IRIN 01 08). C'est la pire inondation en 70 ans.

Le ministre de l'Intérieur a déclaré que \$150 millions seraient nécessaires à la reconstruction (AP 05 08).